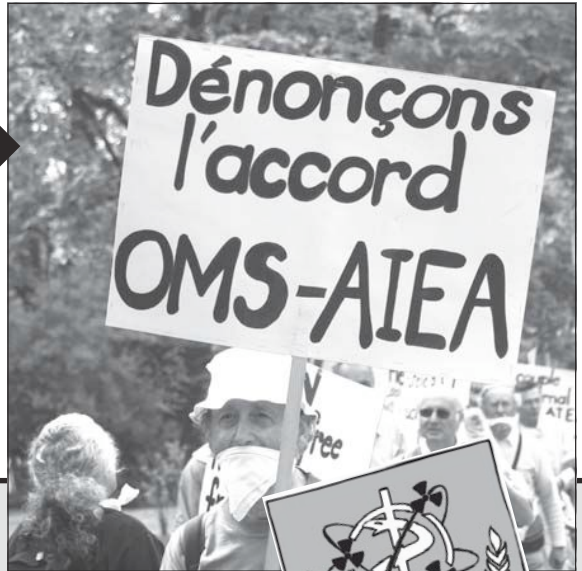


CONTRASTO

TCHERNOBYL

22 ans de mensonges
avec la complicité
de l'OMS



GENEVE

SAM. 26 AVR. 2008

RASSEMBLEMENT INTERNATIONAL DE PROTESTATION

Rendez-vous **14h00**

Parking du Conseil Oecuménique
des Eglises au **GRAND-SACONNEX**
(Route de Fernex 150 • Bus 5 direction
Palexpo • arrêt Crêts-de-Morillon)



**L'action vise à
dénoncer l'accord
OMS-AIEA
qui oblige l'OMS
à taire les vraies
conséquences
sanitaires de
la catastrophe
de Tchernobyl**

sommaire n° 90

Couverture <i>Pierre VANEK</i>	
Edito <i>ContrAtom / Referendum ACR</i>	3
OMS / AIEA,	
Des années de controverses nucléaires <i>Anne-Cécile</i>	4, 5
OMS / AIEA	
Les dossiers enterrés de Tchernobyl <i>Alison KATZ</i>	6, 7, 8
Témoignages	
Un jour de vigie devant l' OMS <i>Ph. LEMOINE</i>	8
Renouvelables	
Le boum des énergies renouvelables <i>Ph. GOBET</i>	9
international	
La face cachée du nucléaire <i>I. CHEVALLEY</i>	10
Genève Expo + Affiche	
Le nucléaire au Musée <i>Ph. DE ROUGEMONT / Croix rouge</i>	11, 12

Qui veut rencontrer des Australiens?

Le 18 juillet, une marche (« peace-walk ») contre le nucléaire, partie le 26 avril de Londres aboutira à Genève !!! Pour les accueillir, ContrAtom a besoin de vous !!! Il faudra des mains pour préparer des salades, des grillades, des boissons, etc...

D'autres peuvent se présenter pour aider au volet politique (conférences de presse, interviews, etc.).

N'hésitez pas à contacter ContrAtom pour plus de détails, l'itinéraire de la marche, etc...

022 740 46 12 ou
info@contratom.ch

www.footprintsforpeace.net ou www.sortirdunucleaire.org

PLUS JAMAIS DE

TCHERNOBYL

HIROSHIMA

THREE MILE
ISLAND



NAGASAKI

ContrAtom

CP 65
CH - 1211 Genève 8
Téléphone/répondeur:
022 740 46 12

www.contrAtom.ch
info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1300 exemplaires
- Graphisme atelier Compub
- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F
Abonnement au journal uniquement 30.- F
Soutien: 60.- F
ou plus.....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent
CCP 12-13446-0



Découvrez et faites découvrir la revue

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Abonnement-découverte: 25.- Fr.s les 6 premiers numéros.
Ou abonnement d'un an: 85.- Fr.s les 12 numéros.



Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à **ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8** en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai.

Vous pouvez aussi payer directement sur le CCP: 17-497696-4 ContrAtom-Abonnement Silence-1205 Genève



edito



POUR L'INDÉPENDANCE DE L'OMS

Le 26 avril 1986, le réacteur N°4 de la centrale de Tchernobyl explosait.

Des centaines de milliers d'hommes "montèrent à l'assaut" de ce monstre éventré. Le sacrifice des "liquidateurs" permit de contenir l'ampleur de la catastrophe, les conditions étant réunies pour que se produise une 2ème explosion, d'une puissance au moins égale à 50 fois Hiroshima. Si cette explosion s'était produite, l'Europe aurait subi une contamination radioactive la rendant inhabitable.

Ces héros, contaminés, meurent en silence...

Pendant plus d'une semaine, le nuage radioactif répandit sa pollution à des doses plus ou moins fortes sur toute la planète.

Dans le même temps, l'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique (AIEA) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) - devenue sa complice depuis leur accord (WHA 12-40) en 1959 commencèrent, à répandre leurs mensonges, afin de masquer au monde la gravité de la situation.

22 ans après, l'OMS continue de cacher la vérité et de mentir

Avec l'AIEA, l'OMS dénombre à ce jour, 54 morts, 400 irradiés, 4000 cancers de la thyroïde... alors qu'en 2004 l'ambassade d'Ukraine annonçait déjà 25.000 morts parmi les liquidateurs soviétiques. Aujourd'hui 85% des enfants du Bélarus sont malades. L'OMS n'y voit aucune relation avec l'alimentation contaminée par les radionucléides. Elle désigne entre autres causes, le stress engendré par la radiophobie ! L'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique (AIEA), pour faire sa promotion du nucléaire civil, a besoin de cacher les conséquences sanitaires des pollutions radioactives. L'OMS, qui devrait être garante de la santé des populations et faire des recherches pour soulager les victimes des radionucléides, s'aligne au contraire sur l'AIEA....

Pour exiger l'indépendance de l'OMS participez au rassemblement international de protestation à Genève, samedi 26 avril 2008!

*ContrAtom
membre du collectif pour une "OMS indépendante"*



SIG-TPG-HUG
referendum

Youpie, nos référendums ont abouti, merci à toutes/tous ! La votation sur ces sujets est prévue pour le 1er juin. N'oubliez pas de voter et de faire voter NON aux propositions de modifications des lois du Grand Conseil.

ACR

DES ANNÉES DE CONTROVERSES NUCLÉAIRES

Le 26 avril prochain, lors du rassemblement organisé à Genève par le collectif «OMS indépendante» pour le 22e anniversaire de la terrible catastrophe de Tchernobyl, nous dénonçons une nouvelle fois l'accord contre-nature OMS/AIEA. Longue histoire que celle de notre acharnement à faire entendre nos exigences aux instances de l'OMS, à savoir que cette organisation reprenne ses droits sur l'information pour tout ce qui concerne les effets de la radioactivité sur la santé humaine et qu'à cet effet, l'accord du 28 mai 1959 signé entre l'OMS et l'AIEA soit dûment amendé.



Une mobilisation de longue haleine

En février 2001, ContrAtom, accompagnée de la CRIIRAD, remettait en grande pompe, conférence de presse et performance artistique à l'appui, deux missives aux instances onusiennes : une lettre adressée à M. Kofi Annan, secrétaire des Nations Unies et l'autre à Mme Gro Brundtland alors directrice de l'OMS. Ces lettres rappelaient l'accord contre-nature intervenu en 1959 entre les deux organisations et demandaient que l'OMS soit affranchie des contraintes qui la lient à l'AIEA, promoteur officiel du nucléaire commercial. Bon écho dans la presse mais résultats décevants sur le terrain: pas de réponse de l'ONU, réponse convenue de l'OMS: l'accord avec l'AIEA ne gênerait en aucune façon le travail de l'OMS!

Déjà en 2001...

En mai 2001, lors de l'Assemblée annuelle mondiale de la santé, on remet ça: manifestation devant l'ONU, pour rappeler nos exigences aux ministres siégeant à Genève, et l'année suivante, rebelote: le 15 mai 2002, les ContrAtomistes

se retrouvent sur la Place des Nations, munis cette fois-ci de 2.500 signatures apposées au bas des lettres adressées l'année précédente à l'ONU et à l'OMS avec toujours la même pressante demande: la libération de l'OMS des liens contre-nature qui l'enchaînent à l'AIEA. Lors de cette manifestation, un document de toute première importance, qui constitue une preuve flagrante des collusions OMS/AIEA, à savoir le film de W. Tchertkoff «Controverses nucléaires» est diffusé sur une vidéo de fortune installée dans une camionnette. On y voit notamment le Professeur Michel Fernex, représentant de l'Association des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, dialoguer avec le Professeur Nakajima, ancien directeur de l'OMS. Ce dernier déclare clairement qu'entre l'OMS et l'AIEA, aucun doute n'est possible quant à savoir qui commande: pour tout ce qui concerne le nucléaire tant civil que militaire, c'est bel et bien l'AIEA qui mène la barque. Cela s'explique par le fait que cette instance dépend directement du Conseil de sécurité de l'ONU, donc des grandes puissances, tandis que l'OMS n'est rattachée qu'au Conseil du développement économique et social...» Dans les affaires atomiques, dans l'utilisation militaire et dans l'utilisation pacifique ou civil du nucléaire, c'est l'organisation qui dépend du Conseil de sécurité qui a autorité». Voilà qui est clair, après une telle déclaration émanant d'une personne qui sait de quoi elle parle, les instances de l'OMS, qui jurent leurs grands dieux que l'accord incriminé ne gêne en rien leur mission peuvent aller se rhabiller!

Pendant plusieurs années, nous avons espéré qu'une prise de conscience internationale allait naître et que les nombreuses impostures de l'OMS résultant de ses liens avec l'AIEA finiraient par éclater au grand jour et susciter enfin des réactions salutaires, notamment après la publication, en mars 2002, du rapport « final » sur l'uranium appauvri du Groupe de travail sur les Balkans. Scandaleusement, ce rapport concluait que l'utilisation de l'uranium appauvri dans les conflits ne posait pas vraiment de problème! Et que dire des deux rapports de septembre 2005 et d'avril 2006 que livre l'OMS sur les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl? 56 morts et 4000 cancers de la thyroïde, dont 99% sont guéris, tel est le bilan annoncé! De qui se moquet-on? Et pas ou si peu de réaction à l'annonce de ces chiffres ridicules!





Les ContrAtomistes indignés organisent un pique-nique de protestation devant l'OMS le 24 mai 2006 bien vite délogés par la police qui, une fois de plus, se trompe de cible: les criminels, c'est pas nous! Un nouveau rassemblement est convoqué en novembre 2006 à l'occasion de l'élection de la nouvelle directrice de l'OMS en la personne de Mme Chan. Malgré le changement de directeurs-trices, nos requêtes restent lettres mortes! Mais la mobilisation, elle, n'est pas morte! Au contraire, un retour de flamme vigoureux la remet en selle. Sous l'appellation «Collectif pour une OMS indépendante» des organisations qui viennent en aide aux victimes de Tchernobyl (Enfants de Tchernobyl Belarus, CRIIRAD, Réseau Sortir du Nucléaire, Sortir du Nucléaire Loire et Vilaine, Brut de Béton Production) décident de s'unir pour lancer une nouvelle campagne demandant la révision de l'accord OMS/AIEA et exiger que l'OMS remplisse sa mission auprès des populations touchées par la contamination radioactive. ContrAtom, bien évidemment, se joint à elles. Il s'agit d'établir une permanence devant l'OMS, chaque jour ouvrable, de 8h. à 18h., personnifiée par deux ou trois «vigies» ornées d'un slogan porté comme un tablier dénonçant le crime de Tchernobyl et la complicité de l'OMS. Ainsi, depuis le 26 avril 2007, date de notre dernier rassemblement devant l'OMS, un piquet de vigies monte la garde devant l'OMS. Le 28 mars dernier, c'est Danielle Mitterrand en personne qui a pris son tour de garde sous les flashes des photographes et des caméras de télévision.

Et le 26 avril prochain, c'est ensemble que nous irons manifester pour que l'OMS retrouve son indépendance!

AU 26 AVRIL DONC, SUR LE TERRAIN !

Anne-Cécile

TCHERNOBYL

22 ans de mensonges
avec la complicité
de l'OMS



GENEVE SAM. 26 AVR. 2008

RASSEMBLEMENT INTERNATIONAL DE PROTESTATION

Rendez-vous 14h00

Parking du Conseil Oecuménique
des Eglises au GRAND-SACONNEX
(Route de Femex 150 • Bus 5 direction
Palexpo • arrêt Crêts-de-Morillon)



L'action vise à
dénoncer l'accord
OMS-AIEA
qui oblige l'OMS
à taire les vraies
conséquences
sanitaires de
la catastrophe
de Tchernobyl

Le Monde diplomatique - MARS 2008

LES DOSSIERS ENTERRÉS DE TCHERNOBYL

Par Alison KATZ

*Centre Europe Tiers Monde (Cetim), Genève.
fonctionnaire internationale à l'Organisation
Mondiale de la Santé (OMS) pendant dix huit ans.*

Connaîtra-t-on un jour l'impact sanitaire des activités nucléaires, civiles ou militaires ? Depuis un demi-siècle, des concentrations délétères de matières s'accumulent dans l'air, la terre, l'air et l'eau, à la suite des tirs atomiques et des incidents survenus dans les centrales. Or des études sérieuses concernant les conséquences des radiations sur la santé sont occultées - en particulier par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la référence internationale dans ce domaine.

Un **mensonge** de plus. En Juin 2007, M.Gregory Hartl, porte-parole de l'OMS de la division du Développement durable et de la Santé environnementale (OMS) a prétendu que les actes de la conférence internationale des Nations Unies sur la catastrophe de Tchernobyl, tenue du 20 au 23 novembre 1995 à Genève, avaient été publiés. Ils ne l'ont jamais été ; pas plus que les actes de la conférence de Kiev en 2001. Interrogée un peu plus tard par des journalistes, l'OMS a réitéré le mensonge, ne fournissant comme références que des résumés des présentations pour la conférence de Kiev et une sélection très restrictive de douze articles sur les centaines proposés à la conférence de Genève.

Aussi, depuis le 26 Avril 2007 (vingt et unième anniversaire de la catastrophe), les employés de cette agence onusienne à Genève ne peuvent rejoindre leur bureau sans croiser les manifestants et un panneau indiquant que, un million d'enfants sont irradiés et malades (1). L'organisatrice de ces « piquets » est l'association For an Independent WHO - *Pour l'Indépendance de l'OMS*. Elle accuse l'agence de complicité dans la dissimulation des conséquences sanitaires de la catastrophe, mais aussi de non-assistance aux populations en danger. L'OMS, réclame-t-elle, doit mettre un terme à l'accord qui la lie depuis 1959 à l'Agence Internationale à l'Energie Atomique (AIEA) (2) et qui lui interdit « *d'entreprendre un programme ou une activité* » dans le domaine nucléaire sans consulter cette dernière « *en vue de régler la question d'un commun accord* » (point 2 de l'article 1)

Cette indépendance permettrait à l'OMS de mener une évaluation sérieuse et scientifique et par conséquent d'apporter une aide appropriée aux personnes contaminées. Une résolution destinée à l'Assemblée mondiale de la santé, organe de décision de l'OMS, qui se réunit en Mai 2008 (3), est en préparation. Parallèlement, un « Appel

International des Professionnels de la Santé » a été lancé (4).

Selon ses statuts, l'AIEA, agence onusienne dépendant du conseil de Sécurité, a **pour objectif**

« d'accélérer et d'élargir la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité à travers le monde ». En réalité, il s'agit d'un lobby - militaire de surcroît - qui ne devrait pas intervenir dans les choix de politique sanitaire ou de la recherche.

Pourtant, l'agence a ainsi opposé son veto à des conférences prévues par l'OMS sur la radioactivité et la santé ; de son côté, l'autorité sanitaire internationale a avalisé les statistiques grotesques de l'agence concernant la mortalité et la morbidité résultant de l'accident de Tchernobyl - 56 morts et 4000 cancers de la thyroïde (5). Or le déni de maladie implique inévitablement un déni de soin.

Neuf millions de personnes vivent dans des zones à très haut niveau de radioactivité. Depuis 21 ans, elles n'ont pas eu d'autre choix que de consommer des aliments contaminés, avec des effets dévastateurs sur leur santé (6). Mais pour le promoteur du nucléaire, toute recherche susceptible de mettre en évidence les effets nocifs des rayonnements ionisants constitue un risque commercial majeur, qu'il faut à tout prix interdire.

Les recherches sur d'éventuelles atteintes au génome humain (une des conséquences les plus graves de cette contamination) n'ont donc pas figuré dans l'étude internationale demandée, en 1991, par les ministères de la santé de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Fédération de Russie. En revanche, celle sur les caries dentaires a été portée au rang de priorité...Et, bien que ces pays aient formulé leur demande d'études auprès de l'OMS. C'est l'AIEA qui a planifié le projet.

Plus fort que les lobbies du tabac

Ce **conflit** d'intérêt a déjà été fatal à des centaines de milliers de personnes, d'après diverses études réalisées par des institutions et scientifiques indépendants (7). Encore le fardeau le plus lourd est-il à venir - du fait des longues périodes de latence, de la concentration des radionucléides dans les organes internes après l'absorption de nourriture produite sur des sols contaminés, et des dégâts causés au génome durant plusieurs générations.

Des centaines d'études épidémiologiques réalisées en Ukraine, en Biélorussie et dans la Fédération de Russie ont permis de constater une hausse significative de tous les types de cancer (responsables de milliers de morts), une augmentation de la mortalité infantile et périnatale, un grand nombre d'avortements spontanés, un nombre croissant de difformités et d'anomalies génétiques, de perturbations ou de retards du développement mental, de maladies neuropsychologiques, de cas de cécité, ainsi que des maladies des systèmes respiratoire, cardiovasculaire, gastro-intestinal, urogénital et endocrinien.(8)

Mais qui va les croire ? Quatre mois après la catastrophe, Morris Rosen, Directeur de la sûreté nucléaire de l'AIEA, ne

déclarait-il pas : Même s'il y avait un accident de ce type tous les ans, je considérerais le nucléaire comme une énergie intéressante (9) »? Une information du public sur ses conséquences réelles pourrait au contraire changer profondément le débat sur l'option nucléaire. C'est pour cette raison que l'OMS a peur des enfants de Tchernobyl.

Pendant des décennies, les lobbies du tabac, de l'agrochimie et de la pétrochimie ont fait obstruction à la mise en œuvre de mesures de santé publique et environnementales susceptibles de nuire à leurs profits. Mais le lobby nucléaire s'avère incomparablement plus puissant qu'eux : il comprend en effet les gouvernements des Etats nucléarisés, et notamment les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, ainsi que de puissantes organisations intergouvernementales. La désinformation émanant de groupes de pression militaro-industriels est gigantesque, et ce qui est encore plus dangereux se pare de la légitimité de l'Etat.

Pis, la corruption de la science concerne également les plus prestigieuses institutions académiques. Comme le rapporte un éditorial de la revue britannique *The Lancet*, elles « sont devenues des "business" de plein droit, cherchant à commercialiser pour leur propre compte leurs découvertes plutôt que de préserver leur statut de chercheurs indépendants » (10) Validées par des pairs et citées comme preuve de la sûreté des activités nucléaires, les expertises émanent trop du lobby nucléaire et/ou sont financées par lui.

Acquise aux intérêts des conglomérats, par le déni, la dissimulation et les mensonges, cette science-là nous a amenés au réchauffement planétaire – et au bord du gouffre. Dès lors, comment envisager de lui faire confiance en ce qui concerne le nucléaire ? Tandis que les émissions responsables du changement climatique peuvent être (théoriquement) contrôlées, la technologie nucléaire et ses déchets ne peuvent l'être en aucun cas. Même si les activités nucléaires cessaient demain, leurs conséquences affecteraient la vie sur Terre pour des millénaires.

La « science » qui a été la source d'informations sur le nucléaire en général et la catastrophe de Tchernobyl en particulier est une science exclusivement au service du lobby nucléaire international. Elle est ainsi "juge et partie" pour tout ce qui concerne les conséquences sanitaires de ses propres activités ; et les marques de collusions d'intérêts se retrouvent jusque dans les sources d'information dites « fiables » (même dans les articles validés par des pairs). L'ensemble des institutions nucléaires, qu'elles soient gouvernementales, militaires, industrielles, scientifiques, de recherche ou de régulation, ou intergouvernementale comme par exemple Euratom et certaines agences onusiennes, fonctionne à l'instar « d'une famille incestueuse fermée sur elle-même (11) ».

Les défaillances de cette pseudo-science et de sa méthode vont du flagrant et outrageux au subtil et malhonnête, comme le dénoncent l'expert Chris Busby, et le journaliste Wladimir Tchertkoff, ainsi que le Tribunal Permanent des Peuples (12).

La première série de manquements mis en lumière concerne la falsification et la rétention de données, l'absence de mesures de la radioactivité et de dépistages des cancers, les

attaques exercées contre les chercheurs indépendants et leurs institutions, la censure des études révélant les effets néfastes, le dénigrement de milliers d'études non-traduites des trois pays les plus touchés et l'exclusion de l'ordre du jour des conférences de domaines scientifiques entiers – comme par exemple les effets de l'irradiation interne, chronique, à faible dose, (qui vaut pour presque toute la contamination des populations autour de Tchernobyl).

Une seconde série de fautes comprend les artifices de calculs: nos « spécialistes » - en désinformation – évaluent la moyenne des irradiations pour des populations entières, faisant l'impasse sur les différences considérables de contamination d'un endroit à l'autre ; ils stoppent les études au bout de dix ans, évitant ainsi de prendre en compte la morbidité et la mortalité à long terme ; ils considèrent cinq années de survie comme une guérison, ils ne tiennent compte d'aucune autre maladie que le cancer ; ils ne comptent que les survivants, ils ne s'intéressent qu'aux trois pays les plus affectés ; ils vont jusqu'à voir une baisse des cancers infantiles là où, en réalité, les enfants, devenus adultes et cancéreux, ne figurent plus dans la base de données...Et des dizaines d'autres manipulations.

Entre 1950 et 1995, aux Etats-Unis, le nombre annuel de nouveaux cancers tous types confondus (incidence), a augmenté de 55% selon l'Institut National du Cancer, aux États-Unis ; on observe une tendance similaire en Europe comme dans tous les pays industrialisés. Les cancers non liés au tabagisme contribuent pour environ 75% à cette augmentation et ne sauraient être expliqués par une meilleure détection ou par le vieillissement des populations (13). Cette croissance suit l'évolution du produit national brut et de l'industrialisation, mais la cause la plus évidente – pollution de l'environnement, chimique et radioactive – est ignorée. De manière très perverse, les mêmes spécialistes préfèrent reprocher aux victimes leurs mauvaises habitudes de vie.

Connivences universitaires

L' **epidemie** de cancers affecte d'ores et déjà les couches privilégiées et instruites de la société, qui demandent des explications scientifiques sérieuses et une réelle prévention s'attaquant aux causes fondamentales du problème – la pollution chimique et radioactive – sans en rester à une prévention secondaire comme le dépistage des maladies.

Des associations de malades appellent au boycott des puissantes organisations caritatives contre le cancer étroitement liées aux industries pharmaceutiques et de l'équipement médical. Des victimes du cancer tentent de traduire en justice les responsables de la dissimulation des vrais dangers du nucléaire. (14)

La dérive de la science et l'étroite relation entre l'industrie et les institutions académiques devraient être au centre des préoccupations de l'OMS. Au moment de son élection en tant que Directrice Générale, Mme Margaret Chan a assuré qu'un des uniques attributs de l'organisation était son emprise en matière de santé publique. «Nous disposons de l'autorité absolue dans nos directives » a-t-elle déclaré. Dans le domaine de la radioactivité et de la santé, il serait plus juste pour l'OMS de reconnaître que c'est l'AIEA, sans



aucune compétence en matière de santé publique - qui dispose d'une autorité absolue.

Peut-on compter sur les États membres de l'OMS pour agir? Comme le notait *The Lancet* déjà cité, « les gouvernements, au plan national et régional, ont régulièrement failli dans leur devoir de placer leurs populations avant le profit (15) ». Une recherche

indépendante et sérieuse doit être entreprise sur les conséquences sanitaires des activités nucléaires civiles et militaires, et les résultats divulgués sans obstruction.

- (1) Lire Charaf Abdessemed. *Les antim nucléaires font le piquet devant l'OMS*. Geneva Home Information 6-7 juin, 2007.
- (2) Organisation autonome placée sous l'égide des Nations unies en 1957, l'AIEA sert de forum intergouvernemental mondial pour la coopération technique dans l'utilisation pacifique des technologies nucléaires.
- (3) Lors de cette assemblée, les délégations des cent quatre-vingt-treize Etats membres déterminent les politiques de l'organisation.
- (4) www.independentwho.info/spip.php?article107
- (5) The Chernobyl Forum. *Chernobyl's Legacy. Health, Environmental and Socio-Economic Impacts. 2003-2005*. IAEA/WHO/UNDP/FAO/UNEP/UN-OCHA/UNSCEAR/WB. Vienna, April 2006.
- (6) Michel Fernex. « La santé: état des lieux vingt ans après », dans Galia Ackerman, Guillaume Grandazzi et Frédéric Lermarchand, *Les Silences de Tchernobyl* Editions Autrement, Paris, 2006.
- (7) Pierpaolo Mittica, Rosalie Bertell, Naomi Rosenblum et Wladimir Tchertkoff. *Chernobyl: the hidden legacy*. Trolley Ltd, London, 2007.
- (8) Alex Rosen. *Effects of the Chernobyl catastrophe: literature review*. January 2006 www.ippnw.org/ResourceLibrary/Chernobyl20Rosen.pdf
- (9) Le Monde, 28 août 1986
- (10) "The tightening grip of big pharma", *The Lancet*, vol. 357, n° 9263). Londres, 14 avril 2001.
- (11) Rosalie Bertell. *No Immediate Danger: Prognosis for a Radioactive Earth*. Women's Press, Toronto, 1985.
- (12) Chris Busby. *Wolves of water: a study constructed from atomic radiation, morality, epidemiology, science, bias, philosophy and death*. Green Audit, Aberystwith (Royaume-Uni) 2006; Wladimir Tchertkoff. *Le crime de Tchernobyl : le goulag nucléaire*. Actes Sud, Paris, 2006 ; Permanent People's Tribunal, International Medical Commission on Chernobyl. *Chernobyl. environmental, health and human rights*. Vienna, 12-15 April, 1996.
- (13) Samuel Epstein. *Cancer-Gate. How to win the losing cancer war*. Baywood, New York, 2005.
- (14) En France, en témoigne la mise en examen du professeur Pierre Pellerin (directeur à l'époque du Service central de protection contre les rayonnements ionisants) pour tromperie aggravée dans le dossier Tchernobyl- malades de la thyroïde.
- (15) *The Lancet*, op.cit.

TEMOIGNAGES

UN JOUR DE VIGIE DEVANT L'OMS

ParticipAction OMS/AIEA, pour Tchernobyl.

C'est avec une certaine délectation que je me rends parfois devant l'OMS pour apporter un peu de soutien à la précieuse action qui s'y déroule. Après m'être préalablement inscrit auprès de Paul Roullaud, coordinateur (paul.roullaud@free.fr), je prends le bus 8 au jour dit, bien emmitoufflé pour parer au froid hivernal. Ceci me différencie déjà des autres passagers, tous fonctionnaires internationaux, dans leur monde polyglotte et feutré.

Au lieu de m'engouffrer comme eux dans une majestueuse entrée de marbre et de verre, je m'arrête au coin de la rue des Morillons, à deux pas de l'Organisation Mondiale de la Santé. Là, je découvre les autres vigies déjà en train de faire le pied de grue. A ma grande surprise, il s'agit surtout de Français de toutes régions (Bretagne, Aude, Charente...), et même de Canadiens ou de Japonais, mais... de presque aucun Genevois! Ces courageuses personnes ont parcouru des centaines ou des milliers de kilomètres, pour se tenir, des heures durant, à deux ou trois, debout à un coin de rue, devant ces O. I. qui sont pour nous si familières. L'incongruité entre l'ampleur de la tragédie de Tchernobyl et l'extrême simplicité de notre action de protestation procure un curieux sentiment d'optimisme. L'énergie du défi. Oui, on peut faire quelque chose! Oui, les acteurs internationaux et leurs visiteurs nous voient, chaque jour; ils ne peuvent nous éviter! Saison après saison, nous sommes toujours là, et notre message est clair, irrévocable. Des

panneaux se déploient d'un petit chariot habilement bricolé par Paul. Ils décrivent notre action, en anglais, rappelant que l'OMS est dans l'étreinte malsaine de l'AIEA. L'OMS doit se libérer du mensonge! Ces graves considérations sont entrecoupées des saluts de quelques passants complices, ou de conversations avec les collègues!

- on a le temps de faire connaissance et d'échanger toutes sortes d'informations. Lorsque d'autres vigies apparaissent pour prendre la relève, j'emmène mes nouveaux amis bretons découvrir la fondue au Café du Soleil. Tout en savourant ce partage avec mes joyeux compères, je me demande encore pourquoi si peu de Genevois profitent de l'occasion unique qui nous est offerte, d'interpeller le monstre "AIEA-OMS", à deux pas de chez nous. Allez, faites-vous ce cadeau !

A bientôt,
Philippe Lemoine



BOUM DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (suite)

L'automne dernier, dans notre journal, nous évoquions l'ascension mondiale et fulgurante de l'industrie éolienne. De nouvelles infos viennent confirmer ces propos, mais cela concerne aussi le solaire... ou le purin!!!

Eolien (et solaire) au niveau mondial

Au niveau mondial, la production de l'éolien a cru de 28% en 2007, et la production de photovoltaïque de 52% (!!!) selon « le Rapport 2007 de l'état global du renouvelable. Préparé par Renewable energy network for the 21st century (Ren21) et Worldwatch institute, en collaboration avec une équipe de 140 chercheurs de pays développés et en voie de développement, le rapport estime que "l'ascension fulgurante" du secteur est due aux objectifs nationaux fixés par 65 Etats. Le secteur pèserait 2,4 millions d'emplois dans le monde, et a doublé la capacité électrique depuis 2004, à 240 gigawatts. » (1) On est loin au-dessus de la stagnation du nucléaire et de nombreux domaines industriels...

Solaire provençal

Prenons quelques exemples concrets, tout d'abord en France, pourtant fille aînée de l'église nucléaire universelle * : « la Caisse des dépôts se lance dans l'énergie solaire, grâce à un projet développé avec Solaire Direct, de cinq parcs solaires au sol en Provence, d'une puissance globale de 32 mégawatts, pour un investissement total de 140 millions d'euros. Ce projet doublerait presque la capacité solaire de la France, où la puissance solaire installée est actuellement de 40 MW, dont 15 en métropole. » (2)

Solaire provençal (bis!)

De son côté, l'entreprise Suez prévoit, toujours en Provence, à Curbans, « la construction, sur 300 hectares, de la plus grande centrale solaire d'Europe. Coincé entre le parc régional du Lubéron et le massif des Écrins, Curbans (Alpes-de-Haute-Provence) est un village de 420 âmes à peine. C'est dans cette petite commune qu'Electrabel France (filiale de Suez) a choisi d'installer ce qui serait à ce jour la plus grande centrale solaire d'Europe (...): entre 150 000 et 250 000 panneaux solaires pour une puissance installée de 30 à 50 mégawatts crête (MWc), l'équivalent d'une vingtaine d'éoliennes. (...)» (3)

Ville à énergie positive

La ville de Perpignan s'engage quant à elle à devenir la première ville à énergie positive ! La communauté d'agglomérations de Perpignan s'est engagée à réduire ses consommations d'énergie et à couvrir l'ensemble de ses besoins en électricité par des sources renouvelables d'énergies d'ici 2015. « L'objectif est de produire avec des sources renouvelables autant voire plus d'énergie que ce que la ville utilise, soit les besoins de 200.000 habitants, à partir d'un bouquet d'énergies renouvelables diversifiées. (...) Outre le développement des énergies renouvelables, elle compte également travailler à réduire ses besoins énergétiques. Elle

prévoit ainsi de mettre en place un programme de rénovation des bâtiments existants qui intégrerait des bilans carbone, des diagnostics énergétiques, des aides aux travaux... (...) Parallèlement, elle s'engage dans de nouveaux plans de transports : nouveau plan de circulation, développement des transports urbains, poursuite du plan vélo (...)» (4)

Purin!

Sautons plus au nord : nos amis allemands ont eu l'idée d'utiliser...des céréales et du purin pour s'éclairer durablement! Avec une puissance record de 20 mégawatts, la centrale de biogaz installée près de la frontière germano-polonaise peut fournir 40 000 habitants en électricité !!! « Des centaines de tonnes de purin, de maïs et de blé (bon là ça paraît bizarre d'utiliser des aliments, c'est le même problème avec les soi-disant bio-carburants) fermentent quotidiennement dans ces cuves de béton circulaires, d'une capacité de 2 500 m³, où elles dégagent du méthane (50 à 55% du biogaz produit) qui est ensuite transformé en chaleur et en électricité grâce aux moteurs de cogénération installés sur chacun des modules. Si le procédé n'est pas nouveau, le gigantisme de l'installation, qui tourne à plein régime depuis le mois dernier, mérite d'être souligné. « Avec une puissance totale de 20 mégawatts (500 kilowatts par digesteur), nous produisons assez d'électricité pour satisfaire les besoins d'une ville de 40 000 habitants, uniquement à partir de biomasse et donc de matières renouvelables. Cette installation, dans laquelle nous avons investi 80 millions d'euros, est la plus grande de ce type au monde ! » se félicite Philipp Dawudian, l'un des responsables. « Par rapport aux autres énergies renouvelables comme le solaire ou l'éolien, le biogaz a l'avantage de n'être dépendant ni du soleil ni du vent, souligne Dieter Schünemann. Comme chacun de nos digesteurs a une autonomie de fonctionnement d'une journée, notre usine est conçue pour tourner toute l'année 24 heures sur 24. » (5) Bref, face aux éternels grincheux qui continuent à dire « on va faire quoi sans nucléaire ?! » (négligeant par là que nos voitures, nos chauffages, et 96% de l'énergie consommée dans le monde ne sont pas nucléaires !) nous continuons à dire : quand on veut, on peut ! Ou plus exactement : quand on veut, on peut développer toutes sortes de production d'énergies, renouvelables, mais pour cela il faut une volonté politique claire, des incitations financières, et cela coûte beaucoup moins cher que des centrales nucléaires, largement subventionnées elles aussi. Il est également nécessaire de rappeler que la meilleure énergie renouvelable est celle que l'on n'a pas produite... mais qu'on a économisée par une utilisation rationnelle des énergies à disposition !!! Là se trouve le vrai développement durable, pas celui qui n'est qu'un prétexte pour continuer à consommer autant...

Philippe Gobet

* allusion à la célèbre formule : « La France, fille aînée de l'Église catholique » Par son despotisme, son refus de la diversité et du dialogue, ses liens intéressés officiels ou occultes avec le pouvoir politique et militaire, le domaine nucléaire (et français en particulier) peut offrir une analogie avec le pouvoir spirituel des siècles passés...

JDLE - 29/02/2008

AFP - 11.12.07

Le Figaro - 01/02/2008 - Guillaume Mollaret

Actu-environnement.com - 18/01/2008

Le Figaro - 7 janvier 2008

Même EDF essaie de faire croire qu'elle s'intéresse aux éoliennes... (Cruas, France)

LA FACE CACHÉE DU NUCLÉAIRE

Il est de bon ton aujourd'hui de prétendre que l'énergie nucléaire est une énergie propre. Mais c'est oublier un peu vite beaucoup d'éléments dont l'enrichissement de l'uranium.

Prenons l'exemple du Niger. A Arlit, une ville de 840'000 habitants à 1200 km de Niamey au milieu du désert, il y a deux mines d'uranium : l'une à ciel ouvert exploitée par la SOMAÏR et l'autre, souterraine, exploitée par la COMINAK. Ces mines sont en fonction depuis plus de 40 ans. La SOMAÏR et la COMINAK sont deux filières de la firme française AREVA. Rappelons que les centrales suisses s'approvisionnent, entre autre, chez AREVA.

Les mineurs qui travaillent dans ces mines n'ont aucune idée de ce qu'est l'uranium et encore moins de sa dangerosité. C'est seulement après l'accident de Tchernobyl que les dirigeants de la mine ont demandé aux mineurs de se laver les mains avant de manger et prendre certaines dispositions minimales de sécurité. Comme ils ne leur ont pas expliqué pourquoi, ces derniers étaient vexés qu'on leur demande cela et ne le faisaient pas. Jusqu'en 2006, les mineurs rentraient à leur domicile avec leur vêtement de travail couvert de poussières radioactives et c'est leur femme qui le lavait. Heureusement, ces dernières ayant compris le danger, se sont rebellées et ces habits sont maintenant lavés à l'usine. C'est aussi depuis l'année dernière seulement qu'ils ont pris des précautions pour transporter les concentrés uranifères. Auparavant, ils étaient déposés simplement à l'air libre sur le pont des camions pour être transportés jusqu'à la capitale. Il arrivait fréquemment que le chauffeur, voulant rendre service à ses amis, accompagnés souvent de sacs de nourriture, les embarque sur son camion.

Les dirigeants de la mine avaient aussi pour habitude d'offrir les vieilles ferrailles de la mine à leurs ouvriers. Ces derniers les revendaient aux ferrailleurs de la ville d'Arlit. Puis la transformation de ces vieilles ferrailles pouvait commencer, notamment en casseroles, cadres de fenêtres, plafonds des maisons, etc. Un rapport de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité a récemment montré que ces objets et ustensiles étaient contaminés et avaient été vendus dans tout le pays. Cela implique des conséquences sanitaires grave pour toutes les populations locales.

Par ailleurs, pour le traitement du minerai d'uranium dans les usines de la SOMAÏR et de la COMINAK, il faut beaucoup d'eau. Comme les mines se trouvent en plein désert, ils ont puisé toute l'eau des nappes phréatiques et ils s'attaquent maintenant aux nappes fossiles, à plus de 300 m de profondeur (il faut 500 ans pour les régénérer). La région ne comporte pratiquement plus d'arbres, puisque ces derniers ne peuvent aller chercher l'eau dont ils ont besoin qu'à 60 m de profondeur. Avant, il suffisait de faire 10 km pour trouver du bois, alors que maintenant, les arbres se trouvent à plus de 300 km. Non content de vider les nappes phréatiques, la plupart de celles qui alimentent la ville sont contaminées.

Lorsque l'on extrait de l'uranium, une part bien inférieure à 1% est constituée d'uranium fissile. Le traitement du minerai génère donc de grandes quantités de déchets : 45 millions de tonnes depuis 40 ans, stockées à l'air libre. Ces poussières contiennent encore 80% de la radioactivité. En effet, l'extraction chimique entraîne bien l'uranium mais pratiquement pas les métaux lourds radioactifs (thorium 230, radium 226, plomb 210, etc.) qui lui sont associés. Ces poussières radioactives sont soumises aux vents violents coutumiers dans

le désert et, du même coup, contaminent toute la région.

Comme si cela ne suffisait pas, le traitement de l'uranium nécessite de grandes quantités d'acide sulfurique. Celui-ci est produit directement sur place dans des conditions lamentables. Cette fabrication génère des pluies acides, qui ont détruit toute la flore locale. La faune, ne trouvant plus d'herbe, a également reculé et les environs de la ville d'Arlit sont maintenant bien vides. Les eaux usées de l'usine se déversent dans un grand bassin, de nombreux oiseaux migrateurs s'y arrêtent pour boire et malheureusement leur voyage s'arrête là.

Toutes ces transformations nécessitent beaucoup d'énergie. C'est une centrale à charbon qui approvisionne en électricité le site. Les fumées de la centrale sont extrêmement polluantes et, en plus du CO₂ dégagé, des suies se déposent dans tous les alentours. La SOMAÏR et la COMINAK disposent en outre de groupes diesel de secours. La consommation électrique annuelle est de plus de 90 GWh. Elles utilisent par ailleurs plus de 10'000 m³ de pétrole (carburant des engins de mine et des véhicules ; séchage du minerai et de l'uranate). Ainsi, s'agissant des données COMINAK de 2002, la production d'une tonne d'uranium nécessite 9,7 tonnes d'équivalent pétrole, sans compter l'énergie nécessaire à l'extraction du charbon, à la production et au transport sur site des consommables utilisés : soufre (11'768 t), ciment (5'160 t), chlorure de sodium (3'799 t), carbonate de sodium (2'955 t), nitrate d'ammonium (1'487 t), magnésie (637 t), explosifs (325 t), soude caustique (211 t), etc. Le bilan énergétique n'est pas fourni dans le rapport SOMAÏR 2004, mais il est probablement moins bon que celui de COMINAK dans la mesure où la teneur en uranium des minerais extraits par SOMAÏR est nettement inférieure (3 kg d'uranium par tonne de minerai contre 5 pour COMINAK).

Comme si les catastrophes écologiques ne suffisaient pas, on peut ajouter les problèmes sociaux. Plus de 40% des 3'000 travailleurs des deux mines sont des intérimaires. Ils ne bénéficient d'aucun soutien médical, ni de retraite. De manière générale, les filiales d'AREVA annoncent qu'en 30 ans d'exploitation, ils n'ont relevé aucun cas de maladie liée au travail. C'est oublier un peu vite tous ces travailleurs morts de cancers. Mais ils sont malins et, afin de masquer les cancers, les hôpitaux des mineurs ont acquis très vite un laboratoire pour détecter le virus du Sida. Lorsque les familles demandent de quoi souffre le patient, les médecins répondent qu'il est "malade", sans autre précision.

Vous pensez que ça ne peut pas être pire? Navrée de vous annoncer que plus de 120 permis d'exploitation ont été délivrés, l'année dernière, par le gouvernement nigérien à des exploitants du monde entier dont des Chinois, des Canadiens, des Sud Africains, etc. Que restera-t-il du Niger dans 50 ans ?

Heureusement, une association existe depuis 2001 et dénonce tous ces faits. Il s'agit d'*Aghir in man*. Vous pouvez en savoir plus en allant sur le site: www.aghirinman.org. Vous pouvez également leur faire un don. Aghir in Man participe, entre autres, à la sensibilisation, à l'information et à la formation des populations, éléments essentiels pour que les Hommes puissent dénoncer l'inacceptable.

Lorsqu'on parle d'énergie nucléaire, il serait bon de ne pas oublier la provenance de l'uranium que l'on utilise dans nos centrales, ne serait-ce que par honnêteté intellectuelle. Le nucléaire est une plaie du début à la fin.

*Isabelle Chevalley
Sortir du nucléaire*

Photo: M. Almoustapha Alhacen président de l'organisation nigérienne AGHIR IN MAN, de passage à Genève et Lausanne pour une série de conférences...

LE NUCLÉAIRE AU MUSÉE, UNE UTOPIE PRESQUE RÉALISÉE...

Le Dilemme nucléaire, c'est le nom d'une exposition installée jusqu'au 27 juillet au musée international de la Croix Rouge (MICR). On y voit une sélection de photos prises par des professionnels, ainsi qu'un film sur l'histoire de la radioactivité artificielle. A la fin du parcours, on découvre un diagramme géant expliquant les cycles du combustible nucléaire, du minerai jusqu'au fûts de déchets, en passant par l'exploitation civile et militaire. La présentation de l'exposition est très réussie. Les photos, soigneusement sélectionnées par le Britannique Ashley Woods, réalisateur de l'expo, sont parfaites. Parmi les plus mémorables, celles représentant une salle de contrôle des armes de destructions massives étasuniennes avec fauteuil tout confort et téléphones à portée de main: un poste 5 étoiles d'où tranquillement déclencher l'apocalypse finale.



Aussi, ce cratère quasi lunaire formé par l'une des premières explosions atomiques, dont on comprend l'énormité en se rapprochant du cliché pour voir la taille d'une route comparée à l'ensemble. Moins réussi est le film didactique, trop concentré sur les progrès scientifiques et quasi silencieux sur les effets catastrophiques de ces découvertes. Mais la question qui agitera sans doute tout lecteur de ce journal sera celle du contenu moral laissé par l'ensemble de l'exposition. Que retiendra le visiteur après sa visite, une image positive ou négative du nucléaire ? Et les collégiens qui viendront avec leur classe ? Et les touristes ? La conscience de la nature destructrice de l'industrie nucléaire avancera-t-elle ? Si on se base sur les seules photos et sur les présentations écrites par ceux qui les ont prises, on reste avec un sentiment d'humanité traînée au sol. Que ressentir d'autre face au spectacle de corps déformés dans des bocaliers de for-

mol, de cette montre de poignet arrêtée à la minute où explosait Fat boy au dessus d'Hiroshima, de ces missiles à tête nucléaire autour desquels un soldat passe machinalement son balai, de ce couloir d'école abandonnée à Prypiat, ville morte voisine de Tchernobyl ?

Woods a laissé carte blanche aux photographes pour écrire le texte présentant chaque série de photos. Certains photographes ont produit des réquisitoires sans ambiguïté contre le nucléaire, renforçant encore l'effet des photos. Ici il faut tirer un sacré coup de chapeau à ce Woods qui a passé des semaines à visionner et comparer, à ses propres frais, tout ce qu'il a pu dénicher comme portfolios sur le thème du nucléaire avant de savoir si l'exposition pouvait voir le jour. L'histoire de cette exposition a commencé avec la détermination d'une seule personne, puis a débouché sur un financement presque inespéré de la fondation Rowntree (les pas fameux chocolats britanniques dont Kit Kat et Smarties). A l'origine, l'exposition était une commande de Greenpeace formulée en septembre 2004 pour commémorer les 60 ans des attaques nucléaires étasuniennes sur Hiroshima et Nagasaki. Dans un entretien par courriel depuis Paris où il habite, Woods nous raconte qu'il a conditionné son accord au « lien qui devait être établi avec le nucléaire civil et les 20 ans de la catastrophe de Tchernobyl survenue en 1986 ». En mai 2005 se tenait une conférence des musées pour la paix à Ernika, où Ashley Woods a rencontré des gens du musée international de la Croix Rouge. « C'est là que le contact s'est établi, à partir de là le musée m'a laissé une grande liberté pour peaufiner l'exposition » précise Woods. Ce travail visait à « éviter de fournir des réponses mais plutôt à susciter des questions chez les visiteurs ». Woods était particulièrement satisfait quand un visiteur genevois lui a dit « votre exposition agit comme un cheval de Troie », un signe pour lui que l'exposition avait réussi le dilemme d'attirer le public sans à priori et à le laisser partir avec des questionnements lourds de sens. Face aux projets délirants des lobbys suisses du nucléaire (Atel, Axpo) de renouveler le parc des vieilles centrales nucléaires suisses, les graines de doute semées par l'exposition viennent à point nommé. Selon Corine Liardon, porte-parole du musée interrogée pour cet article, 13 groupes scolaires du canton ont déjà visité l'expo et 10 classes sont inscrites. Espérons que l'effet « cheval de Troie » fera effet, et que l'exposition contribue à compenser la couverture « soit simpliste, soit sensationnaliste du nucléaire par les médias », une couverture en dessous de tout qui a motivé Ashley Woods à pousser son projet à bout.

**Philippe
de Rougemont**

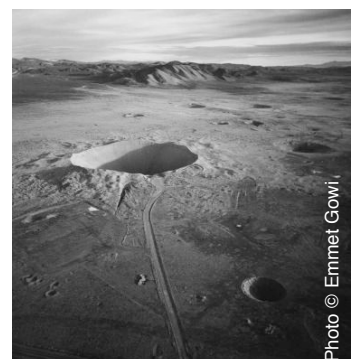


Photo © Emmet Gowli

12 EXPO GENÈVE



MUSEE INTERNATIONAL
DE LA CROIX-ROUGE
ET DU CROISSANT-ROUGE
GENÈVE
WWW.MICR.ORG

27 février → 27 juillet 2008
10H → 17H (SAUF LE MARDI) ENTRÉE LIBRE

IN-SECURITY

LE DILEMME NUCLÉAIRE



JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8

Centrale nucléaire de
Penly, France, 2003
Photo © Jürgen
Nefzger / Courtesy
Galerie François
Paviot, Paris

CONTRASTION